

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 17990 - 70ÈME ANNÉE

## La Banque alimentaire a 30 ans

# Plus de 35000 familles directement concernées par l'aide alimentaire



Avec près de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté, le nombre de personnes dépendant de la solidarité pour leur alimentation est sans doute supérieur aux 35000 familles recensées par la Banque alimentaire des Mascareignes. (Photo Toniox)

**Créée en 1984, la Banque alimentaire célèbre ses 30 ans cette année, sous le signe de la solidarité. Les 100 Banques alimentaires et antennes de France continuent à oeuvrer autour des principes de la lutte contre le gaspillage alimentaire, le partage, le don, la gratuité, le bénévolat et le mécénat. À La Réunion, 35000 familles dépendent de cette aide pour survivre.**

**T**out a débuté, le 13 mars 1984, lorsque le quotidien catholique « La Croix » publie une tribune intitulée « J'ai Faim », écrite par Sœur Cécile Bigo. Cette dernière y dénonce « le scandale de la pauvreté qui cohabite avec le gaspillage de denrées alimentaires », note le site de l'organisation.

La Sœur Cécile Bigo écrivait ces mots « Quelle est la personne de génie qui surgira et aura assez d'as-

tuce pour mettre en place, avec d'autres, le procédé de récupération rapide et efficace des aliments avant qu'ils ne soient jetés dans nos poubelles... ».

Trente ans plus tard, la situation n'a pas changé pour les plus démunis. Près de 1.400.000 personnes dépendent des Banques Alimentaires de France. « De quoi nous donner le vertige ! », note le site de l'organisation. À La Réunion, ce sont plus de 35.000 familles qui survivent grâce à ces dons. Avec 42% de la popula-

tion vivant sous le seuil de pauvreté, parmi laquelle plus de 330.000 foyers survivant aux minimas sociaux, la situation ne cesse d'empirer d'année en année.

Comme l'écrit la Banque Alimentaire, « aujourd'hui, soit 30 ans plus tard, ces propos (de Sœur Cécile Bigo, NDLR) résonnent encore d'une triste réalité pour nos concitoyens les plus démunis... ».

**Céline Tabou**

## Les outremer subissent le changement climatique

# «Devancer un modèle à bout de souffle»

Les Outremer possèdent une grande diversité géographique, biologique, culturelle et économique mais celles-ci sont menacées par le changement climatique. Le constat a de nouveau été réitéré lors de la Conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique qui s'est tenue en Guadeloupe du 22 au 24 octobre.



Les embouteillages quotidiens du Boulevard Nord de Saint-Denis montrent tout le retard que les opposants au tram-train ont fait prendre à La Réunion. (photo M.M.)

Six ans après le Message de La Réunion, la Guadeloupe a annoncé la mise en place prochaine d'un guide pour l'action devant permettre de mobiliser des outils opérationnels, réglementaires et financiers, et de nouer des partenariats concrets pour intensifier les efforts.

### Mettre en place un outil «de mobilisation»

Pour Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, cette déclaration commune est un «outil pour l'action, volontariste et concret, un outil de mobilisation des citoyens, des experts, des acteurs privés et publics et des décideurs». Cet outil intervient après le travail de «prise de conscience collective» et de définition «des enjeux stratégiques pertinents», établis en 2008 à La Réunion.

Malgré ces bonnes intentions, certains observateurs pointent du doigt un message décevant, car il annonce moins de mesures concrètes que ne le souhaitaient les 200 participants venant du monde entier. Le texte est consacré en grande partie à la transition énergétique, cheval de bataille de Ségolène

Royal, mais il reste dans le domaine des préconisations.

Ainsi, des points ont été évoqués sur l'amélioration des transports publics, la protection et la restauration des écosystèmes. Cependant, le texte préconise de «cesser la surexploitation des fonds marins et des ressources terrestres», sans pour autant annoncer de mesures concrètes pour lutter contre cette pratique.

D'ailleurs, le message met en avant la nécessité d'avoir de meilleures pratiques de pêche, via le partage des stratégies efficaces pour protéger non seulement les espèces sauvages, mais aussi celles qui composent l'agrodiversité locale, a expliqué la journaliste du quotidien «Le Monde».

### 70 % de la biodiversité européenne dans les Outremer

En matière de biodiversité, les Outremer sont sujets à des sécheresses et intempéries qui détruisent cette richesse, auxquels s'ajoutent les conséquences du réchauffement de l'eau et de l'atmosphère qui déstabilisent leurs écosystèmes. L'ac-

dité accrue des océans et la montée du niveau des mers remettent en question ces environnements.

Pour la ministre de l'Écologie, les Outremer doivent «se tourner sans attendre vers l'excellence écologique et économique». Ségolène Royal a estimé que les régions ultrapériphériques (RUP) ont «pour réussir cette mutation de pressantes raisons et de nombreux atouts». L'enjeu dès lors, a lancé la ministre de l'écologie, «n'est plus de rattraper un vieux modèle à bout de souffle, mais de devancer et d'entraîner».

Une mutation entendue par plusieurs pays des Caraïbes qui ont annoncé s'engager dans «une croissance verte et bleue» privilégiant la biodiversité terrestre et maritime. D'autres territoires de France et d'Europe ont également convenu ce changement. «C'est la seule réponse réaliste à l'urgence écologique et le principal espoir d'un nouveau progrès humain», a affirmé Ségolène Royal, lors de la séance de clôture de la Conférence vendredi 24 octobre, après l'adoption d'un «Message de Guadeloupe».

**Céline Tabou**

## Edito

### Pourquoi Didier Robert n'a-t-il pas communiqué après la réunion de la SEMATRA, lundi dernier ?

**D**ans la rubrique «les médias se trompent sur Didier Robert, en conséquence ils trompent l'opinion», l'illustration suivante est typique.

Tout d'abord rappelons à quelques esprits sensibles que récemment les médias américains ont reconnu qu'ils n'ont pas joué le rôle critique que la société était en droit d'attendre, en particulier lors de l'invasion de l'Irak par l'armée américaine. Ils se sont trompés sur leur président et ils ont fini par intoxiquer le monde entier. Nous voyons les conséquences aujourd'hui au Moyen Orient. Même Colin Powell, à l'époque ministre des Affaires étrangères des États-Unis, a fini par écrire un livre pour tenter d'effacer ce qu'il appelle «une tâche» sur le parcours exemplaire du Noir américain, comme il aime à se définir.

Témoignages a signalé lundi dernier la tenue de l'assemblée de la SEMATRA, dans le contexte de la médiatisation de la «continuité territoriale», qui pour nous sert de paravent à une situation plus grave d'Air Austral. Nous nous attendions à ce que les médias aillent se mettre à l'affût des débats et de l'ordre du jour, et des conclusions des débats. Pas un mot n'est sorti de cette assemblée. Pas même un communiqué pour rendre des comptes à leurs mandants et à l'opinion. Rien. Pourtant la SEMATRA est-elle bien présidée par un mandataire public? Est-il normal que le Président de Région agisse ainsi comme dans un club personnel? Ce seul fait n'est-il pas suffisant pour que les médias alertent l'opinion?

En fin de semaine, c'est en lisant le JIR qu'on ap-

prend sous la signature du journaliste que Air Austral va acheter 2 avions. Mais, pour cela, il a besoin du feu vert du gouvernement mozambicain dont la compagnie est sous le coup d'une sanction. En d'autres termes, si le Mozambique n'avait pas de problème, Air Austral n'achèterait donc pas d'avion? Or, la modification de la flotte était présentée comme absolument nécessaire. A la lueur de cet épisode, il est clair que le triple-président de la Région, de la SEMATRA et d'Air Austral n'a aucune stratégie de développement de la compagnie Air Austral. Il dépend des autres. Cela fait penser à ses numéros de médiatisation pour faire avaler à tous ses interlocuteurs les bienfaits des «îles vanilles» qui ne nous rapportent rien puisque le tourisme s'écroule. On peut aussi parler de l'ouverture hasardeuse de la ligne La Reunion-les Seychelles. Quel bilan financier?

Et, puis, pourquoi le Mozambique, pourquoi pas Madagascar? Quelle différence stratégique entre la LAM et Air Mad? La Réunion-Madagascar on sait que l'avion sera plein mais La Reunion-Mozambique, comment va-t-il remplir les 2 avions? Cette seule question montre que les médias se trompent sur Didier Robert, car il leur cache des vérités; en acceptant le fait accompli, les médias faussent le jugement de l'opinion.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : [avis@temoignages.re](mailto:avis@temoignages.re)

E-mail Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

# Oté

## Sakifo ? Arèk èk la kouyonis

*I guingn pi rotourn dérièr, rozman, mé dé fwa dan mon mazinasyon a mwin mi di si bann gramoun parti dopi lontan, toudinkou i rovné, é bin zot i tonbré si l'ki dovan lo spèktak nout péi, dovan nout délabroman. Zis in mazinasyon, in fim, pou fé sanblan parlfèt, pa pou vréman vik i pé pi kil dérièr. Lo bato i tang é in pé i fé konm lé trwa p'ti sinj. Zot i koné listwar ti sing la? In i di, mwin la pa vi, lot i di mwin la pa antandi é lo trwazièm i di mi dira ryin. Tout konplis linn a lot. Boush kouzi. Donkalar, lo bato po koulé pou vréman? In pé i di voui, travay na pwin, shomaz i kontinié, dikou mèm lo minis i larg lo kor, pou li, li lé an éshèk konplé. Li mèm i di. Mi antan di osi, in takon d'moun i gingn pi pèy lwayè, traka i may bann boug i bay. Bann jèn lé an soufrans, i trinn déor di matin o swar, la mizèr lé touzour d'si moun pov.*

*Ou krwa tousala i trakas in pé? Mwin lé a d'mandé. O lièr okip in pé tousa, bann politik, bann mèr sirtou i profer organiz la fèt. Télé ansanm. Tou lé dimansh nana la fèt. Zordi, gran rèd èk tout son tralala, yèr la fèt shoushou, avan yèr la fèt bishik, konzélé vik na pi bishik, ankor avan la fwar bra-panon, domin la fèt lay, florilèz, fèt gouyavié, fèt vakoa, fèt choka, fèt zagrim, fèt lantyi, fèt komérsyal... Sakifo. La fèt i mank a nou? Ala koman zordi i kal byin lanbians, i antrotyin, po tyinbo nout tout trankil, pou andor a nout, pou mat a nou. Konm dan la rom antik, i donn do pin èk dé zé pou kalmé. Sof zordi, lo pin, lé pa lwin manké é lo zé i fo péyé. Banna lé for pou sa, tiliz lo spèktak konm linstriman pou la dominasyon. Par ékzanp, tank domoun lé an fèt, bann gouvèrman i profit pou fé pass bann mézir krapil. Kiswa an fèt ousinonsa an vakans.*

*In parantèz, pou rovni si la Grès. In pé i di sak la anfans ali in pé plis dan la kriz sé lo kou énorm kan li la rorganiz lé zé olinpik an 2004. Konm koué, listwar i répèt ankor. I pé fé in pé la fèt tanzantan sirtou kan ou na katsou an gaspy ou pou dégonf in pé, mé kan ou lé oki? Pli fasil fé la fèt, bwar dé kou ké réfléshi in pé. A mwin mi di, sakifo, sé fé travay in pé nout koko po trouv in manière pou bann shomèr, pou bann anpwa prékèr, pou bann pov. Sakifo, sé èd bann jèn. Sakifo, sé an awar in bon lékol, sakifo sé in linivèrsité i kal pa dérné pou donn shakinn in bon formasyon. Mé sirtou souplé sakifo pou vréman? Arèt èk la kouyonis.*

Justin